

RAPPORTS SUR LA DÉMOCRATIE DE SAMARA

Indignés et législateurs : aperçu de la couverture de l'actualité politique

par Heather Bastedo, Wayne Chu et Jane Hilderman

2	INTRODUCTION
6	OBSERVATIONS
6	Le ton
10	Le caractère informatif
13	L'angle
17	CONCLUSIONS ET DISCUSSION
20	REMERCIEMENTS
21	ANNEXE

Introduction

« Nous ne manquons pas simplement une occasion d'aider le public à s'y retrouver à un moment crucial. En fait, nous empirons les choses. Nous leur mettons des bâtons dans les roues. »

Andrew Coyne sur le journalisme politique
Maclean's, le 17 septembre 2008

Seule une faible proportion de Canadiens assistent à la période quotidienne de questions ou traversent le pays pour passer du temps sur la Colline Parlementaire. La plupart des Canadiens obtiennent de l'information et de l'analyse politique soit en regardant le téléjournal en soirée ou en lisant la presse écrite ou électronique.

Les médias aident les citoyens à se forger une opinion sur leurs dirigeants et le système politique. Cependant, le travail de ces médias est souvent l'objet de critiques de la part des politiciens, des citoyens et des médias eux-mêmes. On les accuse de dépeindre trop souvent le paysage politique de manière subjective et de trop personnaliser le débat. En effet, ils préfèrent couvrir les chicanes politiques au lieu de fournir à

la population canadienne de l'information sur les questions importantes qui la touchent. Comme l'a dit un ex-député, les médias sont très sélectifs et très critiques à l'égard des politiciens et cela ne peut que mener à de l'indifférence de la part de la population.

De l'avis de certains, plutôt que de mobiliser l'attention des citoyens sur les questions d'actualité, une mauvaise couverture médiatique

peut provoquer chez eux une aversion à l'égard des débats publics importants et diminuer leur confiance envers le gouvernement et la classe politique en général. Étant donné la baisse de participation électorale et d'engagement au sein des partis politiques, il vaut la peine de se questionner sur le bien-fondé de ces accusations.

L'organisation caritative Samara, qui se consacre à l'augmentation de la participation citoyenne et politique au Canada, a réalisé la présente étude afin d'évaluer la validité des critiques les plus communes à l'égard des médias et surtout pour répondre aux trois questions suivantes :

1. La couverture de l'actualité politique est-elle ouvertement ou couramment négative?
2. Les médias réussissent-ils vraiment à fournir à la population suffisamment d'informations sur les enjeux qui ont une incidence sur leur vie quotidienne?
3. Les reportages portent-ils trop souvent sur le jeu politique ou sur la démarche empruntée par le gouvernement aux dépens des questions de fond?

Les médias sociaux deviennent de plus en plus une source d'information sur l'actualité; nous avons donc mené une étude initiale sur les conversations politiques sur Twitter. L'objectif était d'analyser ce qui était discuté en ligne et la manière dont les reportages de la presse écrite et de la télévision étaient intégrés aux conversations de ce réseau social.

CE QUE NOUS AVONS FAIT

Pour répondre à ces questions, nous avons analysé la couverture de deux dossiers majeurs de l'actualité politique qui se sont déroulés à l'automne 2011.

Le premier est le programme législatif du gouvernement fédéral, plus précisément trois projets de loi déposés à la Chambre des communes à l'automne 2011 : le projet de loi omnibus sur la criminalité (le projet de loi C 10), l'abolition du registre des armes d'épaule (le projet de loi C 19) et la fin du monopole de la Commission canadienne du blé (le projet de loi C 18). Le deuxième sujet d'actualité est le mouvement « occupons », qui a pris naissance aux États-Unis et qui s'est répandu à d'autres villes du monde, dont certaines au Canada. Contrairement aux projets de loi, ce sujet d'actualité provient d'une source autre que le gouvernement. Les deux sujets étant donc de sources différentes, nous avons pu comparer la couverture des politiques publiques et celle de l'action politique citoyenne au Canada.

À partir des données recueillies par le Centre pour l'Étude de la Citoyenneté Démocratique de l'Université McGill, nous avons examiné 7 594 reportages tirés de 42 grands quotidiens et 6 réseaux nationaux de télévision tant en français qu'en anglais. Plusieurs de ces reportages ont également été publiés en ligne, ce qui nous a permis d'analyser une part importante de la couverture à laquelle les Canadiens sont exposés, soit dans la presse écrite, à la télévision, et sur Internet. À l'aide de cette vaste base de données, voici comment nous avons procédé pour répondre à nos questions de recherches.

En premier lieu, nous nous sommes penchés sur le ton de la couverture de l'actualité politique, lequel peut influencer l'opinion de l'auditoire. Pour chaque article ou transcription d'émission télévisée, nous avons attribué une note pour le *ton* du reportage. Cette note a été calculée à l'aide d'un algorithme informatique automatisé, qui comparait la quantité de mots à connotation méliorative d'un article ou d'un téléreportage à la quantité de mots à connotation péjorative. Les articles qui ont obtenu des notes positives,

donc indiquant une connotation méliorative, contenaient des mots comme « prometteur », « vigoureux », « soutien » ou « compromis ». Les articles qui ont obtenu des notes négatives, donc indiquant une connotation péjorative, contenaient surtout des descripteurs comme « gaffe », « nuisible », « colère » ou « résistance ». Les reportages neutres contenaient une quantité égale de mots à connotation méliorative et péjorative.

Ces notes indiquent si le ton général de la couverture de l'actualité politique était souvent ou presque exclusivement négatif. Nous avons constaté qu'il existait des différences notables dans le traitement d'un même sujet par les journalistes de la télévision et de la presse écrite.

En deuxième lieu, nous avons examiné la quantité d'information offerte par les médias canadiens. Pour ce faire, des analystes de McGill ont lu et classé un sous-échantillon représentatif de 587 articles de journaux et 139 téléreportages portant sur les projets de loi du gouvernement ainsi que 399 articles de journaux et 127 téléreportages portant sur le mouvement « occupons ».

Nous avons analysé la quantité d'information de chaque reportage en répertoriant la présence et le nombre de faits, ainsi que les éléments de contexte et d'analyse qui permettent aux lecteurs de mieux comprendre l'enjeu. Avec un tel dépouillement, nous avons pu déterminer dans quelle mesure les Canadiens doivent décortiquer les reportages avant de trouver l'information qu'ils cherchent.

En troisième lieu, nous avons étudié l'angle des reportages sur le Parlement afin de voir si les médias mettent surtout l'accent sur le jeu politique et la course aux sondages. Pour ce faire, nous avons examiné le sous-échantillon de reportages sur les projets de loi du gouvernement et les avons classés en trois catégories d'après l'angle emprunté : le jeu politique; le processus gouvernemental, tel que les discussions tech-

niques sur la procédure parlementaire; et les enjeux, tels que le débat sur les répercussions des politiques, leur contexte ou les options.

Nous avons également examiné la couverture de ces deux sujets d'actualité politique sur le média social Twitter. Nous avons examiné près d'un million de tweets liés au principal mot clé sur la politique canadienne (#cdnpoli) ou des mots-clés liés au mouvement « occupons » (#occupy et autres) pour voir à quoi ces tweets renvoyaient. On pense souvent que les médias sociaux encouragent l'influence et le rayonnement des sources d'information non traditionnelles. Nous voulions vérifier la validité de cette hypothèse dans le cas de nos deux sujets d'actualité.

De plus amples renseignements sur la méthodologie de recherche sont disponibles en annexe.

MATIÈRE À RÉFLEXION

Notre projet est l'un des rares qui analysent systématiquement la couverture de l'actualité politique canadienne en dehors des campagnes électorales, et ce, à l'aide d'une base de données exhaustive. Même si nous limitons notre recherche à deux événements politiques, la richesse de notre base de données peut mener à de nouvelles observations que les journalistes, les politiciens et la population canadienne pourront utiliser pour mieux comprendre la complexité de la couverture de l'actualité politique.

Avec cette étude à l'appui, Samara espère lancer un débat sur les forces et les faiblesses du journalisme politique d'aujourd'hui et encourager un dialogue sur les moyens de continuer à évaluer l'état du journalisme d'affaires publiques. Plus précisément, il nous faut répondre aux questions suivantes : quelle information, recueillie sur une base régulière, pourrait aider les jour-

nalistes et la population à comprendre la couverture de l'actualité politique? Dans quelle mesure la teneur de ce rapport peut-elle aider? Comment contribuer à un débat sain sur les médias politiques au Canada? Qu'est-ce qui importe aux Canadiens lorsqu'il s'agit de rassembler de l'information à caractère politique?

Les commentaires des journalistes, des réalisateurs d'émissions de nouvelles, des médias et de la population, ainsi que les résultats de cette

recherche seront utilisés afin de produire la section portant sur les médias de l'indice Samara. Ce rapport annuel vise à évaluer la santé de la démocratie au Canada. Cet indice, qui sera publié pour la première fois en 2013, mesurera la performance de la démocratie canadienne au-delà des campagnes électorales, en se concentrant sur la participation citoyenne, les débats publics et médiatiques, et la gouvernance politique (incluant le Parlement et les partis politiques). ^

Observations

LE TON : QUE DE MAUVAISES NOUVELLES?

En 2011, Samara a tenu des groupes de discussion constitués de citoyens provenant des quatre coins du pays qui sont désintéressés de la politique. Les conclusions ont été publiées dans un rapport intitulé *Les vrais désabusés*. Bon nombre de participants ont dit ressentir de la frustration à l'égard de la couverture de l'actualité : « Ce n'est que du négatif, a fait remarquer une personne. C'est pourquoi je vais directement à la section des sports. » Beaucoup d'universitaires et observateurs spécialistes des médias déplorent cette situation et soutiennent qu'une couverture de l'actualité politique trop négative pourrait entraîner un désintéressement de la politique chez les gens.

Il convient cependant de se demander à quel point et à quelle fréquence la couverture de l'actualité politique est négative. Pour pouvoir répondre à cette question, nous avons analysé le ton général des reportages dans les journaux et à la télévision tout au long de la durée des deux sujets d'actualité que nous avons sélectionnés, soit le mouvement « occupons » et le programme législatif du gouvernement fédéral à l'automne. Nous présentons les résultats de cette analyse aux figures 1 et 2. Des différences frappantes entre le traitement de la télévision et de la presse écrite ont été observées au fur et à mesure que les sujets d'actualité évoluaient.

LE MOUVEMENT DE PROTESTATION DES INDIGNÉS

Le 17 septembre 2011, plus d'un millier de personnes se sont réunies au parc Zuccotti à New York et ont donné le coup d'envoi à une série de manifestations qui ont duré plus de deux mois et se sont répandues dans d'autres villes partout dans le monde. Le 15 octobre, ce mouvement avait gagné des villes canadiennes, dont Vancouver, Calgary, Toronto et Montréal. Un mois plus tard cependant, la plupart des campements des manifestants furent démantelés et, à la fin du mois de novembre, la partie la plus visible de cette action citoyenne était terminée.

Nous avons analysé 4 647 articles de journaux et 177 téléreportages sur le mouvement des Indignés entre le 17 septembre et le 30 novembre 2011. Dans l'ensemble, la télévision semblait offrir une couverture quelque peu plus négative du mouvement que les journaux durant cette période. Parmi les exemples de couverture négative, on retrouve des reportages portant sur la manière dont la « police a maté les manifestants d'Occupons » (*Montreal Gazette*) ou encore sur « l'éviction des manifestants d'Occupons » (*CTV National News*). En revanche, les reportages positifs portaient sur la grande détermination des Indignés de Toronto (*Toronto Star*) et à quel point il était exaltant de voir les gens discuter si ouvertement de nombreuses préoccupations sociales (*Victoria Times Colonist*).

Dans l'ensemble, 51 % des téléreportages et 45 % des articles de journaux avaient un ton négatif. Cependant, cette différence devenait de plus en plus marquée à mesure que l'on avançait dans la période d'analyse de la couverture de l'actualité.

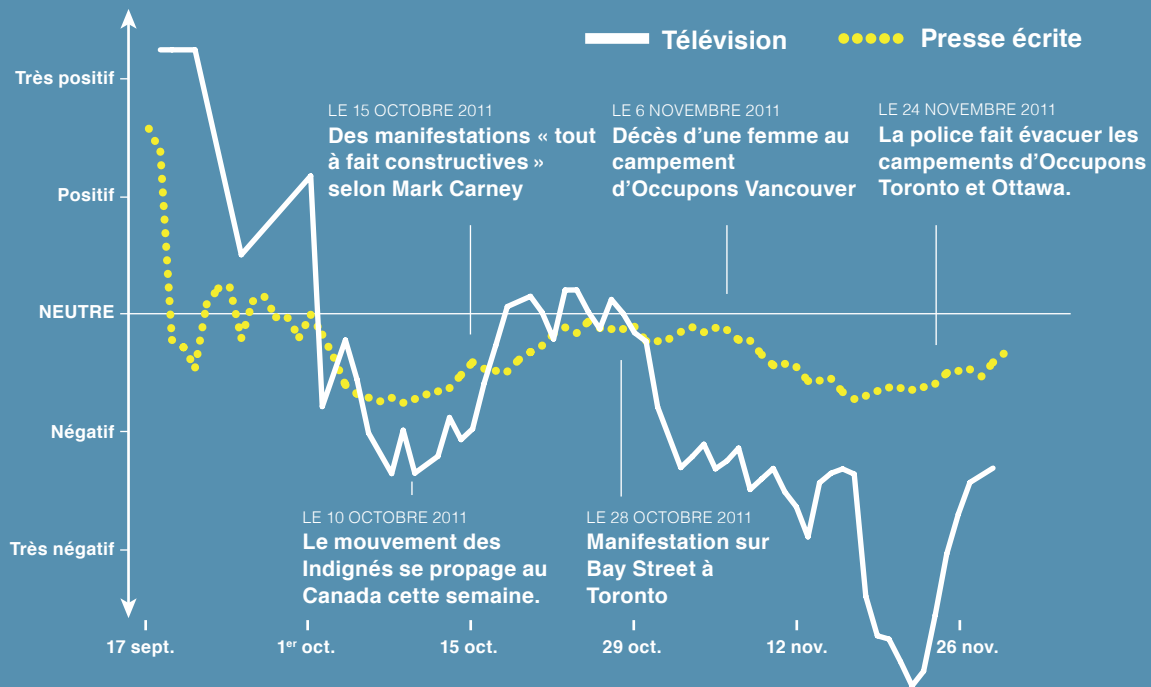
Durant toute la période à l'étude, le ton quotidien moyen des articles de journaux était pratiquement le même, frôlant la neutralité (voir figure 1). Il est devenu un peu plus négatif autour

du 10 octobre, lorsque l'attention accordée aux Indignés des États-Unis s'est portée vers le mouvement qui s'étendait chez nous. La couverture a retrouvé un ton neutre lorsque les manifestations ont commencé et que des campements ont été érigés dans les villes canadiennes vers le 15 octobre. Ce changement coïncide aussi avec les propos de Marc Carney, gouverneur de la Banque du Canada, qui ont fait couler beaucoup d'encre lorsqu'il a qualifié, le 14 octobre, les manifestations de constructives. Le ministre des Finances, Jim Flaherty, a lui aussi dit comprendre la frustration légitime des Indignés de Wall Street le 13 octobre. Malgré ces légères variations de ton, la couverture de l'actualité est demeurée essentiellement stable jusqu'à la fin novembre.

En revanche, en novembre, les téléreportages étaient nettement négatifs et le devenaient de plus en plus, particulièrement en ce qui a trait aux articles de journaux. En septembre et en octobre, le ton de la couverture variait à cause des nombreux reportages sur les motivations des Indignés. À partir de novembre cependant, la couverture concernait davantage les ordonnances d'expulsion délivrées par les tribunaux, l'hygiène publique, la sécurité ainsi que les arrestations. Dès lors, la quantité de termes négatifs utilisés dans les téléreportages a commencé à augmenter.

Vers la fin de la période à l'étude, au moment où bon nombre de campements avaient été démantelés, les téléreportages dressaient un tableau négatif du mouvement des Indignés. À mesure que la tension montait sur le terrain et que la police expulsait les manifestants, les téléreportages adoptaient un ton de plus en plus négatif. En revanche, les articles dans les journaux conservaient un ton neutre. Ainsi, les téléreportages négatifs ont fait un bond de 55 % en novembre par rapport à octobre. En comparaison, l'augmentation des articles de jour-

FIGURE 1 TON QUOTIDIEN MOYEN DE LA COUVERTURE DU MOUVEMENT DES INDIGNÉS



naux plus négatifs en novembre qu'en octobre a été de seulement 15 %.

Il est possible que la présente étude sous-estime la différence de ton entre la télévision et la presse écrite. En effet, comme nous avons étudié uniquement la transcription des émissions de télévision et non le reportage vidéo, contenant notamment des images de protestataires, les campements au milieu des villes et, plus tard, l'expulsion des Indignés par la police. Il se pourrait en effet que les téléreportages aient été encore plus négatifs que ce que nous avons estimé.

PROJETS DE LOI DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

Nous avons analysé 2 603 articles de journaux et

167 téléreportages qui traitaient des trois projets de loi déposés à la Chambre des communes à l'automne 2011. Les reportages ont été collectionnés entre le 10 septembre et le 30 novembre 2011. Comme pour le mouvement des Indignés, la couverture de la télévision divergeait de celle de la presse écrite, mais cette fois-ci ce fut par son ton nettement positif.

Le Parlement a repris ses travaux le 19 septembre 2011. Le gouvernement conservateur de Stephen Harper avait alors, pour la première fois, l'occasion de poursuivre son programme législatif à l'aide d'une majorité parlementaire conservatrice. La couverture de la presse écrite et de la télévision, positive au départ, a surtout traité de la session législative qui commençait

FIGURE 2 TON QUOTIDIEN MOYEN DE LA COUVERTURE DES PROJETS DE LOI DU GOUVERNEMENT



et du projet de loi omnibus sur la criminalité déposé le deuxième jour de séance. La télévision et la presse écrite ont alors adopté brièvement, soit pour le reste du mois de septembre, un ton un peu plus négatif, et ce, alors que les débats à la Chambre des communes étaient en cours.

Toutefois, le ton de la télévision et de la presse écrite commencent à diverger nettement à partir du début octobre (voir figure 2). Les téléreportages adoptent alors un ton bien plus positif à l'annonce des coûts estimés du projet de loi sur la criminalité. La presse écrite, elle, devient plus négative. Cette divergence a été durable : les téléreportages sur les mesures législatives du

gouvernement sont en effet restés positifs jusqu'à la fin novembre, alors que la presse écrite est restée essentiellement négative. Il est important de noter que cette division s'est fait sentir même si la télévision et la presse écrite couvraient les mêmes questions d'actualité. Dans l'ensemble, 73 % des téléreportages sur les mesures législatives gouvernementales adoptaient un ton positif comparativement à seulement 28 % des articles de journaux pendant la période à l'étude.

CONCLUSION ET AUTRES QUESTIONS

En comparant deux sujets de l'actualité politique de l'automne 2011, cette étude démontre

que la couverture de l'actualité politique n'est ni ouvertement ni constamment négative, contrairement à la croyance populaire. Les médias font également des reportages positifs. Cependant, les différences systématiques entre le traitement effectué par la télévision et la presse écrite soulèvent d'importantes questions, notamment :

pourquoi les téléreportages sont-ils si négatifs lorsqu'ils décrivent le mouvement d'action citoyenne des Indignés et si positifs lorsqu'ils décrivent des mesures législatives gouvernementales, surtout lorsqu'on les compare aux articles de journaux portant sur les mêmes événements?

LE CARACTÈRE INFORMATIF : À LA RECHERCHE D'UN CONTENU INSTRUCTIF

Bon nombre de Canadiens se tournent vers les médias pour trouver l'information politique qui les aidera à se forger une opinion sur les questions importantes qui affectent leur vie et leur milieu. De leur côté, les dirigeants politiques, les intervenants gouvernementaux et les citoyens militants dépendent des médias pour transmettre leurs messages au grand public.

Malheureusement, la couverture de l'actualité que nous avons étudiée ne véhicule pas beaucoup de renseignements. Seulement le quart (23 %) des reportages sur les projets de loi gouvernementaux tirés de notre échantillon figurent dans la catégorie « très instructif », ce qui signifie qu'ils contenaient une grande quantité de faits, d'analyses et de mises en contexte à l'égard des questions d'actualité (voir figure 3). Les reportages sur le mouvement des Indignés n'étaient guère mieux : seulement 31 % des reportages furent considérés comme très instructifs.

Lorsque ces reportages sont évalués selon leur contribution au niveau de compréhension des Canadiens en relation aux questions politiques, une majorité des reportages étaient qualifiés de « plus ou moins instructifs » ou « aucunement

instructifs ». Au lieu d'aborder et d'analyser les principaux points d'une question, les reportages plus ou moins instructifs se limitaient à décrire des photos ou vidéos montrant des politiciens, sans offrir d'analyse, ou à citer des politiciens sans mettre leurs propos en contexte. Les reportages les moins instructifs ne faisaient que mentionner brièvement les questions politiques et ne donnaient que très peu d'information pertinente à l'intention du téléspectateur ou du lecteur.

Il est intéressant de constater qu'il existe peu de différences entre la couverture de la presse écrite et celle de la télévision lorsqu'il s'agit du degré d'information qu'elles contiennent. De nombreux observateurs des médias considèrent que la presse écrite est plus instructive que la télévision. Cependant, cette idée préconçue n'a pas été démontrée par notre recherche, et ce, ni pour la couverture des mesures législatives du gouvernement, ni pour la couverture du mouvement des Indignés (voir figure 4). La télévision – voie par laquelle la plupart des Canadiens se tiennent au courant de l'actualité d'après une récente recherche menée par le Consortium

canadien de recherche sur les médias – et la presse écrite sont, toutes les deux, généralement non instructives. S'il existe une différence, elle se situe à l'intérieur de la marge d'erreur.

CONCLUSION ET AUTRES QUESTIONS

La présente étude sur les médias montre qu'il est justifié de se préoccuper du manque d'information. Les consommateurs de nouvelles canadiens doivent passer en revue de nombreux reportages pour trouver l'information qu'ils cher-

chent. Ils peuvent s'attendre à obtenir seulement 15 minutes de nouvelles à contenu très instructif dans une émission d'une heure. Les lecteurs de journaux sont aux prises avec le même problème puisque moins du tiers des articles sur l'actualité politique peuvent être qualifiés de très instructifs. Comment les salles de nouvelles peuvent-elles améliorer la couverture de l'actualité politique? Quels sont les obstacles à la création de reportages instructifs et comment peut-on les surmonter?

EXEMPLES D'ARTICLES TRÈS INSTRUCTIFS, PLUS OU MOINS INSTRUCTIFS ET AUCUNEMENT INSTRUCTIFS

TRÈS INSTRUCTIF

« Le registre des fusils de chasse et des carabines appartenant aux Canadiens serait détruit en vertu du projet de loi déposé mardi, qui vise à abolir le registre des armes d'épaule – ce qui empêchera les provinces et les futurs gouvernements fédéraux d'utiliser les données contenues dans le registre. Le gouvernement conservateur majoritaire a déposé mardi un projet de loi, qu'il promettait depuis longtemps, pour éliminer le registre des armes d'épaule et pour supprimer de manière permanente plus de 7 millions de dossiers sur les propriétaires d'armes. La police, des intervenants du milieu de la santé et des groupes de victimes ont immédiatement exprimé leur opposition alors que les chasseurs et les pêcheurs sportifs ont bien accueilli cette annonce. »

Journal de l'Ontario

PLUS OU MOINS INSTRUCTIF

« Les conservateurs fédéraux honorent leur promesse d'abolir pour de bon le controversé registre des armes d'épaule. Le ministre de la Sécurité publique, Vic Toews, a déposé mardi un projet de loi à la Chambre des communes qui éliminerait bel et bien le registre et détruirait les données qui y sont contenues. En compagnie de deux femmes adeptes de la chasse sportive et d'une grand-mère d'Ottawa dont le petit-fils a été victime de la violence des gangs, M. Toews ainsi que ses collègues Candice Hoepfner et Pierre Poilievre se sont rendus dans une ferme à l'ouest d'Ottawa pour convaincre encore plus les gens de la raison d'être du projet de loi. »

*Journal de
la Colombie-Britannique*

AUCUNEMENT INSTRUCTIF

« Vous avez donc transpercé son cœur avec un pieu? Il était grand temps. Voilà la réaction des gens de Moose Jaw (Saskatchewan) et Grey County (Ontario) lorsque le registre des armes sera détruit par la touche supprimer d'un fonctionnaire, suivi d'un écran blanc. Dans les villes, les gens gémiront, déchireront leurs vêtements sur la place publique et débattront passionnément, et ce, jusqu'à ce que les dernières données du registre aient été éliminées. Le groupe Facebook « Stop Harper! » publiera de nombreux commentaires pendant un certain temps, mais il n'y aura plus aucun autre sursis. Le projet de loi C-19, qui aurait pu s'appeler le « projet de loi visant à respecter davantage les Canadiens en milieu rural, deviendra loi. »

Journal de Québec

FIGURE 3

À QUEL POINT LES REPORTAGES SONT-ILS INSTRUCTIFS?

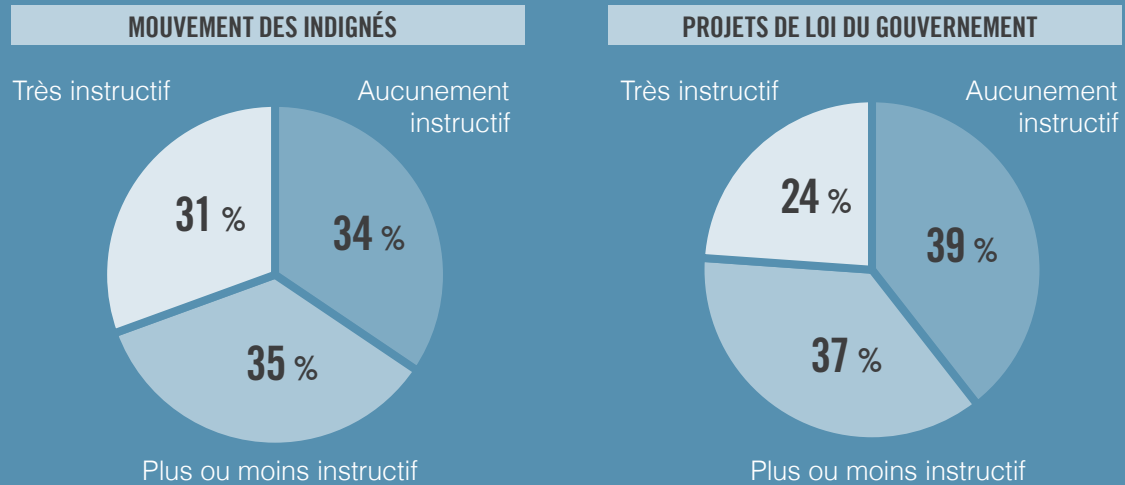
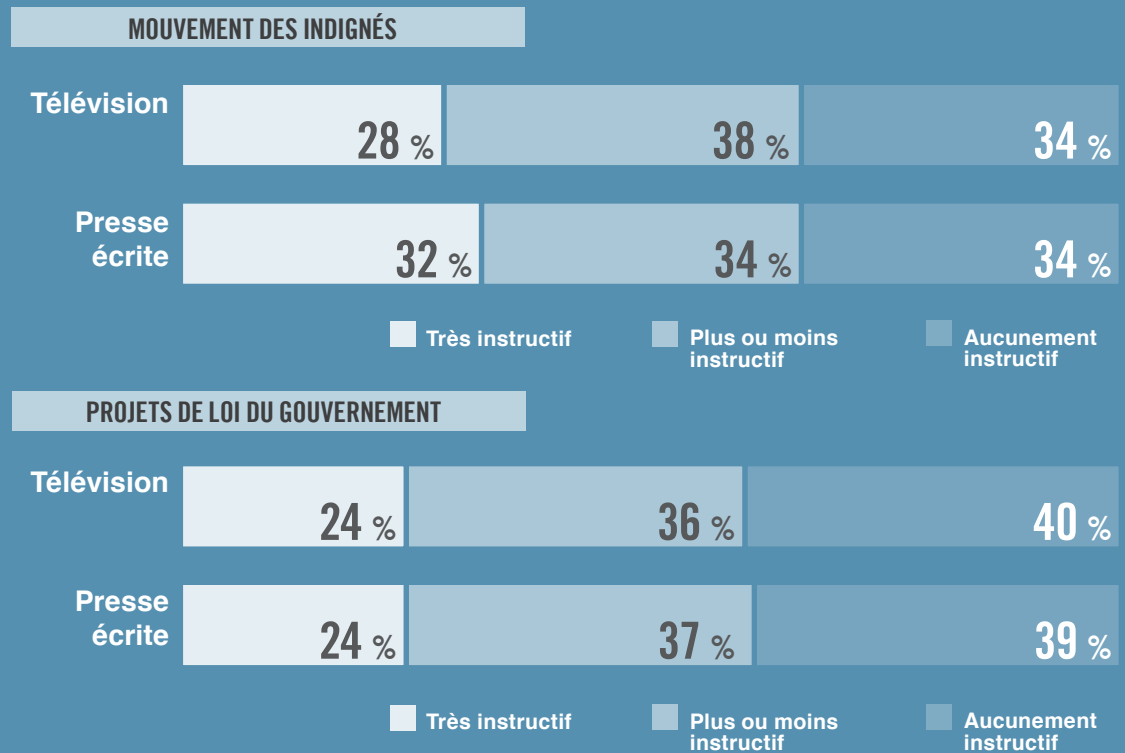


FIGURE 4

QUELLE EST LA PROPORTION DE CONTENU INSTRUCTIF PAR MÉDIA?



L'ANGLE DES REPORTAGES : QUE DE LA COURSE AUX SONDAGES ET DU JEU POLITIQUE?

Comme les nouvelles sont diffusées en continu et que des milliers de reportages circulent dans le monde, les médias canadiens doivent de plus en plus filtrer ce qu'ils considèrent comme étant le plus important et pertinent pour les citoyens. Cependant, lorsqu'ils couvrent l'actualité politique canadienne, les journalistes sont souvent accusés de personnaliser les débats et de privilégier les stratégies partisanes au lieu des sujets de fond et l'analyse de l'impact des projets de loi. C'est une accusation courante, surtout en campagne électorale, mais qui s'applique aussi aux mois et années entre ces périodes.

Dans les faits, les Canadiens désintéressés de la chose politique, avec qui Samara a discuté, se sont dits frustrés par les reportages qui, affirment-ils, ne portent que sur les endroits où se rendent les politiciens, les hôtels où ils sont restés, l'argent qu'ils ont dépensé et les villes dans lesquelles ils ont fait des apparitions publiques. Ce type de couverture n'est pas pertinent pour eux, disent-ils. Le même son de cloche se fait entendre chez les anciens députés avec qui Samara a tenu des entrevues de départ. Nombre d'entre eux estiment que les médias se concentrent trop sur le jeu politique et éclipsent le vrai travail des députés au Parlement.

Malgré ces croyances, il semble que les reportages sur le jeu politique sont moins courants qu'on le croit – à tout le moins dans le cas des projets de loi du gouvernement à l'automne 2011. Près de la moitié (44 %) des reportages tirés de

l'échantillon traitaient du sujet politique (voir figure 5). Le reste de la couverture se divisait de manière égale entre la démarche politique et le jeu politique.

La presse écrite était un peu plus portée à discuter du sujet de fond que la télévision. En effet, près de la moitié des articles de journaux sur les projets de loi du gouvernement traitaient du sujet de fond (46 %), comparativement au tiers des téléreportages (36 %). Cependant, cela ne signifie pas que ceux-ci étaient davantage axés sur les querelles partisanes. Seulement le tiers des téléreportages (37 %) portaient sur le jeu politique. Le reste était composé de reportages sur la démarche.

L'angle d'un reportage peut aussi annoncer la quantité d'information qu'il contiendra. D'après notre échantillon sur le projet de loi du gouvernement, nous pouvons par exemple observer l'existence d'un rapport entre la catégorie des articles de fond et le fait d'être très instructif (voir figure 6). Près de quatre reportages de fond sur dix ont été jugés très instructifs. Par opposition, les reportages sur le jeu politique ou la démarche n'ont guère transmis d'information.

En fait, l'angle d'un reportage influence davantage la quantité d'information contenue que le ton utilisé par le journaliste (voir figure 6). Certains observateurs des médias affirment qu'un ton négatif est nécessaire et que la négativité permet aux journalistes de prouver et d'étayer leur rôle de chiens de garde. Nos résultats montrent, par

contre, qu'il y a peu de variation entre les reportages positifs et négatifs pour ce qui est de la quantité d'information transmise. Après le ton, c'est l'angle du reportage qui demeure un indice solide de la quantité d'information transmise.

CONCLUSIONS ET AUTRES QUESTIONS

En dehors des campagnes électorales, à tout le moins, les médias politiques ne sont pas exagéré-

ment axés sur les querelles partisans comme on pourrait le croire. Grosso modo, près de la moitié des articles de journaux sur les projets de loi du gouvernement et le tiers des téléreportages portaient sur le sujet de fond. Fait à noter, l'angle d'un reportage est un bon indicateur de la quantité d'information communiquée. Cela dit, une question s'impose : que faire pour que les médias se concentrent davantage sur les sujets de fond? ^

EXEMPLES DE REPORTAGES SUR LE SUJET DE FOND, LA DÉMARCHE ET LE JEU POLITIQUE

SUJET DE FOND

« C'est l'an dernier qu'il y a eu le moins de meurtres au Canada depuis le milieu des années 1960, mais cela ne suffit pas au gouvernement pour réexaminer son projet de loi sur la criminalité qui est à l'étude. Statistique Canada a dit mercredi que le taux d'homicide est passé à 1,62 par 100 000 habitants l'an dernier, soit le taux le plus bas depuis 1966. »

Journal de l'Alberta

DÉMARCHE

« Le ministre de la Justice, Rob Nicholson, et le ministre de la Sécurité publique, Vic Toews, présentent leur projet de loi omnibus sur la criminalité jeudi en proclamant que cette mesure de leur gouvernement cible les bonnes personnes et protège les victimes, et ils prônent son adoption rapide. Les ministres comparaissent devant le Comité de la justice de la Chambre des communes à qui a été renvoyé le projet de loi sur la sécurité des rues et des communautés après son dépôt en Chambre le 20 septembre. »

Programme de la télévision nationale

JEU POLITIQUE

« Les gens qui ont étudié Stephen Harper avec beaucoup plus de soin que moi affirment qu'il ne s'arrêtera pas avant d'avoir atteint son objectif ultime. Cet objectif n'est pas seulement de gagner deux ou trois autres élections – même s'il en a bien l'intention –, mais rien de moins que faire du Parti conservateur, soutenu par 35 - 40 % de l'électorat, le parti naturellement au pouvoir au Canada. »

Journal de l'Ontario

FIGURE 5
SUJET DES REPORTAGES LIÉS AUX PROJETS
DE LOI DU GOUVERNEMENT

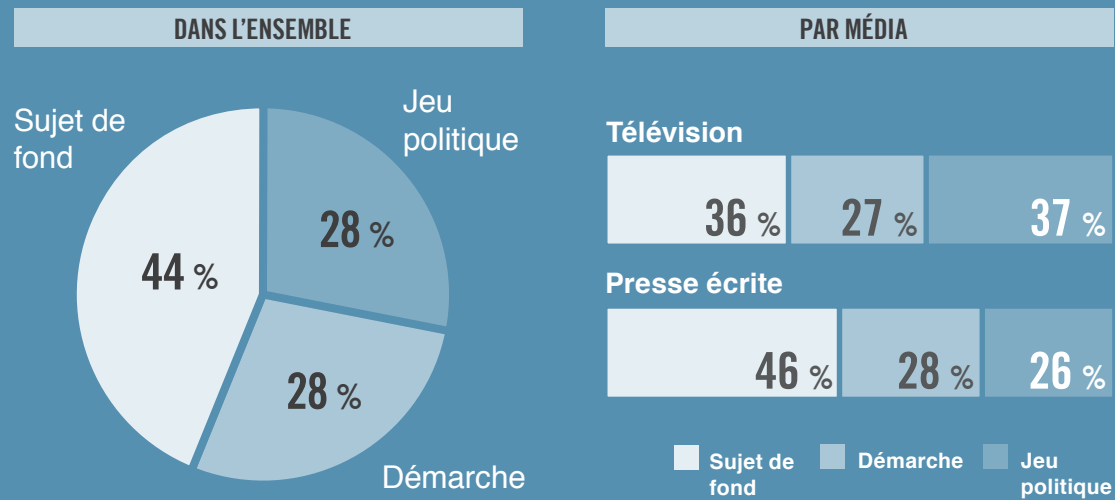
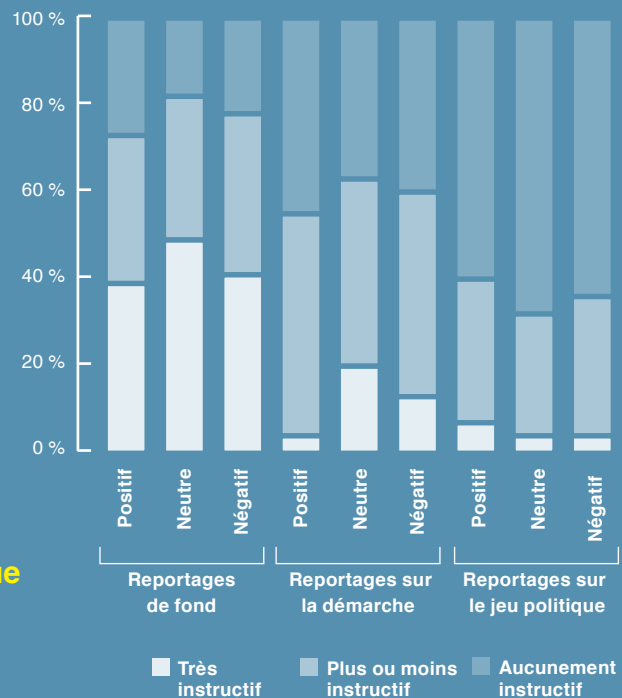


FIGURE 6
SUJET, TON ET CARACTÈRE INFORMATIF DU REPORTAGE
(REPORTAGES SUR LES PROJETS DE LOI DU GOUVERNEMENT SEULEMENT)

39 %
des reportages de fond
étaient très instructifs.

12 %
des reportages sur la démarche
étaient très instructifs.

6 %
des reportages sur le jeu politique
étaient très instructifs.



L'ÉCHO DE LA CHAMBRE #CDNPOLI

Les médias sociaux font désormais partie intégrante des médias de l'information du XXI^e siècle. Des plateformes telles que Twitter sont maintenant bien enracinées dans les salles de nouvelles traditionnelles et les journalistes exercent souvent une grande influence sur les réseaux sociaux. Twitter est aussi à la portée de tous les Canadiens qui lisent les nouvelles et des politiciens qui tentent de parler directement à la population. Cet échange entre les gens, qui incite à la participation, transforme-t-il la manière dont on discute des affaires politiques?

Nous avons recueilli 950 954 tweets sur la politique nationale canadienne (#cdnpoli) et sur le mouvement des Indignés (#occupy et autres mots-clés) entre le 6 octobre et le 30 novembre 2011.

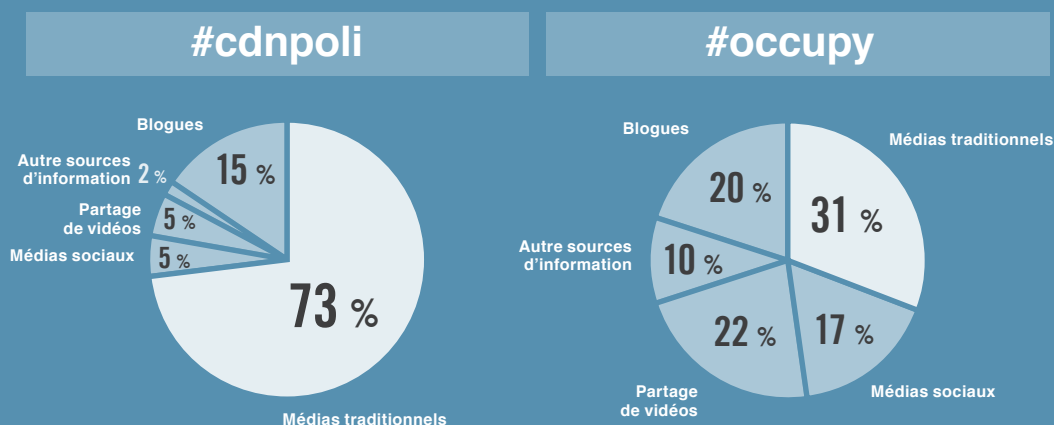
Plus de la moitié des tweets renfermait des liens menant vers d'autres contenus électroniques. Sans être des outils de mesure parfaits, de tels liens peuvent donner une bonne indication des sujets de discussion sur Twitter. L'existence

de liens vers des blogues, des sites de médias sociaux ou d'autres sites de nouvelles (p. ex. le Huffington Post ou Rabble) donne à penser que la conversation en ligne est vaste et ramifiée, en plus d'inclure un grand spectre d'opinions. Les liens vers la presse écrite ou télévisuelle portent à croire qu'une conversation peut être amplifiée à partir de ce qui a déjà été discuté dans les médias traditionnels.

Dans le fil de discussion #cdnpoli, la vaste majorité des liens – 73 % – renvoie à des sources de médias traditionnels. Plus du quart des liens renvoyaient à des sources non traditionnelles, indiquant la possibilité d'une conversation plus diversifiée sur les médias sociaux à l'avenir. Pour le moment, les résultats mettent néanmoins en valeur le rôle toujours central du média traditionnel dans les discussions politiques au Canada. Par opposition, seulement 31 % des tweets sur #occupy renvoient à des médias traditionnels, alors que la vaste majorité renvoyait à des sources d'information non traditionnelles.

LES LIENS EXTÉRIEURS SUR TWITTER

Ventilation des liens contenus dans les « tweets » de #cdnpoli et de #occupy



Conclusions et discussion

Bien que la couverture médiatique des projets de loi du gouvernement et du mouvement « occupons » au Canada ne soit pas représentative de l'ensemble des nouvelles à nature politique au cours de l'automne 2011, cet échantillon nous offre néanmoins une bonne vue d'ensemble quant à la couverture médiatique d'évènements politiques. Nos résultats de recherche nous amènent à adopter une nouvelle perspective et de revoir nos préconceptions quant aux médias en ce qui concerne certains éléments clefs.

LES BONNES NOUVELLES

En premier lieu, en ce qui a trait aux deux sujets d'actualité dont il est question dans ce rapport, il semble que les médias canadiens ne soient pas uniformément négatifs. Même si la presse écrite était quelque peu négative dans son ton, la télévision, qui demeure toujours la principale source d'information des Canadiens, était très positive lorsqu'elle couvrait les projets de loi du gouvernement.

En second lieu, les médias n'ont pas été aussi préoccupés par les querelles politiques qu'on

pourrait le croire. En fait, près de la moitié des articles de journaux et le tiers des téléreportages sur les projets de loi du gouvernement portaient sur le sujet de fond, alors que le reste de la couverture était partagée entre la démarche et le jeu politique. Dans l'ensemble, seul le quart de la couverture portait sur le jeu politique. Cela pourrait être attribuable au fait que notre période d'étude se situait entre deux campagnes électorales et donc que les reportages sur le jeu politique étaient moins portés à dominer la couverture médiatique.

LES MAUVAISES NOUVELLES

Bien que nos données remettent en question deux des trois allégations les plus courantes quant aux médias, elles maintiennent que ceux-ci ne transmettent pas beaucoup d'information. Elles suggèrent que les citoyens doivent consulter beaucoup de reportages afin de trouver l'information convoitée. Nous avons aussi établi qu'il existait un lien direct entre le sujet de fond d'un reportage et la quantité d'information politique qu'il contenait. Il convient de noter qu'il n'est pas impossible de trouver des reportages instructifs sur la démarche ou le jeu politique, puisque nous en avons trouvés. Cependant, la conclusion importante à laquelle nous sommes arrivés est que l'information de fond est rare dans les reportages axés sur la démarche et le jeu politique.

L'AVENIR DU DÉBAT

Discerner la bonne information dans les nouvelles est un défi. On déplore souvent que les Canadiens ne s'y connaissent pas suffisamment en politique, or cette étude révèle que s'informer requiert beaucoup de temps et d'énergie. Les Canadiens sont très occupés et la difficulté à obtenir de l'information utile constitue un obstacle de taille pour une population engagée. Si les coûts pour s'informer sont trop élevés, les gens se désintéresseront tout simplement de la politique. Même si les nouvelles technologies ont rendu l'information plus accessible qu'auparavant, la population se tourne toujours vers les médias pour faire la part des choses et pour comprendre le déroulement des événements à Ottawa ou ailleurs, ainsi que les effets sur leur quotidien.

La présente recherche soulève plusieurs questions qui méritent notre attention :

- Comment les entreprises médiatiques peuvent-elles améliorer le niveau d'information de leur couverture à l'intention

des Canadiens?

- Pourquoi la télévision et la presse écrite adoptent-elles un ton différent dans leur couverture de la même réalité politique? Quelles répercussions ont les reportages positifs et négatifs sur la perception qu'a la population de la politique?
- Pourquoi le ton des téléreportages sur les projets de loi du gouvernement était-il positif, alors qu'il était négatif lorsqu'il s'agissait du mouvement d'action citoyenne des Indignés? Doit-on en conclure que les groupes qui ne font pas appel à des spécialistes des relations publiques sont désavantagés à la télévision? Dans quelle mesure le ton est-il façonné par l'image disponible?
- Les médias sacrifient-ils la qualité de l'information en faveur de la quantité?
- Quels obstacles les journalistes doivent-ils surmonter pour obtenir de l'information utile et de la relayer?
- Quelles recherches ou formations pourraient aider les journalistes et les réalisateurs d'émissions à fournir une couverture médiatique plus instructive?
- Comment les journalistes peuvent-ils rendre plus instructifs les reportages axés sur la démarche et sur les personnalités?
- Même si les médias ne sont pas toujours négatifs ni axés sur le jeu politique, pourquoi tant de Canadiens ont-ils l'impression qu'ils le sont?

L'INDICE DE DÉMOCRATIE DE SAMARA

Comme bon nombre de Canadiens, l'équipe de Samara est préoccupée par le déclin de l'intérêt et de la participation politique. Il semble parfois que les Canadiens aient abandonné tout intérêt pour le système politique. Les médias peuvent toutefois contribuer à renverser cette tendance. Samara estime qu'un journalisme

d'affaires publiques rigoureux contribuerait à une démocratie en santé et à une population participative.

En 2013, Samara publiera son nouveau projet de recherche, l'indice Samara, qui mesurera la démocratie dans trois domaines : le journalisme d'affaires publiques, les partis politiques ainsi que le Parlement et la participation de la population. Publié annuellement, l'indice évaluera notre démocratie, suggérant qu'elle ne doit pas être évaluée que lors de la tenue d'élections aux quatre ans.

L'étude *Indignés et législateurs* représente la première étape pour faire le point sur la portion de l'indice consacrée au journalisme d'affaires publiques, ce qui nous permettra d'évaluer le travail des médias chaque année. L'indice inclura un certain nombre d'éléments portant sur l'analyse des nouvelles politiques. Nous étudions présentement les éléments suivants :

- Diversité des journalistes de la Tribune de la presse parlementaire

- Concentration de la propriété des médias
- Facilité d'accès à l'information par les citoyens
- Perception des gens à l'égard des médias (comment les médias révèlent-ils les abus de pouvoir du gouvernement)
- La réactivité des médias sur les questions que la population juge importantes.

Nous invitons les professionnels du milieu des médias, les politiciens et la population canadienne à nous faire parvenir leurs commentaires sur ces éléments ainsi que sur d'autres mesures à ajouter à l'indice. Notre site web (www.samaracanada.com) permet aux gens de soumettre leur avis sur ce qui leur importe le plus dans les médias et la démocratie. En partenariat avec des universités de premier plan et des Canadiens de partout au pays, nous espérons que notre travail fournira à la population canadienne les outils dont elle a besoin pour trouver les moyens de renforcer la démocratie. ^

TRÈS INTÉRESSANT... ET ALORS?

Si vous avez trouvé ce rapport utile, nous vous demandons de le faire connaître à vos amis, à vos proches, à vos collègues ou à des étudiants et à discuter de ses effets sur la santé de la démocratie canadienne. D'autres rapports de Samara sont également disponibles sur notre site Web, dont ceux portant sur les entrevues de départ avec d'anciens députés et nos constats faits avec les groupes de discussion. Nous sommes toujours à la recherche de bénévoles et d'organisations partenaires pour nos quatre projets. *Parlons démocratie* est un programme de sensibilisation publique à l'échelle nationale visant à faire entendre ceux qui sont moins engagés en politique; il débutera à l'été 2012. Nous tentons aussi d'avoir une présence dans les salles de classe en créant des outils d'appui pédagogiques à l'intention des professeurs, à partir de nos propres travaux et de ceux d'autres organisations, dans le but d'enseigner aux jeunes comment ils peuvent participer véritablement à la démocratie.

Visitez le www.samaracanada.com/fr/impliquez-vous pour trouver de plus amples renseignements sur les moyens de participer à la construction d'une démocratie active.

Remerciements

Ce rapport fait partie d'un projet d'une plus grande envergure : l'indice de démocratie de Samara. En préparation depuis plus d'un an, ce projet est motivé par un désir de mieux comprendre les composantes de notre démocratie : Le Parlement, la participation de la population en politique et les médias d'affaires publiques — le dernier élément étant le sujet de la présente étude. Il s'agit d'un projet complexe sur le plan technique et c'est pourquoi nous tenons à remercier de nombreuses personnes.

Pour leur leadership et leur soutien, nous sommes très reconnaissants envers Michael MacMillan, cofondateur et président de Samara, et Alison Loat, cofondatrice et directrice générale, dont la vision déterminante d'une démocratie plus inclusive et améliorée a guidé le projet.

Nous aimerions également remercier l'équipe consultative des universités, et en particulier les membres de l'équipe des médias, laquelle nous a aidés à mettre au point la méthodologie de notre étude : Stuart Soroka (Université McGill), Colette Brin (Université Laval), Fred Fletcher (Université York), Mary Francoli (Université Carleton), Thierry Giasson (Université Laval), Alfred Hermida (Université de la Colombie-Britannique) et Quinn Albaugh (Université McGill).

Merci aussi à Christopher Waddell, président de l'École de journalisme et des communications de l'Université Carleton, pour ses conseils et son soutien sans faille durant ce projet.

Nos remerciements s'adressent aussi à tous ceux qui, à l'Institut d'études canadiennes de McGill, ont aidé à la collecte de données et à la classification des reportages.

Leur appui a été inestimable quoiqu'il faut noter que Samara est l'unique responsable de l'analyse et des conclusions partagées dans le cadre de ce rapport.

Merci à Kendall Anderson qui a travaillé sans relâche à la production du présent rapport, notamment ceux qui ont contribué à l'ébauche et qui ont lu, relu et révisé de nombreuses versions de ce rapport.

Les services d'édition ont été fournis par l'équipe de Trioro et nous aimerions remercier particulièrement Ryan Bloxsidge et à Scott Snowden.

Le comité consultatif de Samara a également apporté de précieux conseils. Merci à Sujit Choudhry, à Heather Conway, à Scott Gilmore, à Kevin Lynch, à Robert Prichard, à Charles Sirois et à Perry Spitznagel.

En conclusion, nous aimerions également remercier Bennett Jones ainsi que bon nombre de donateurs qui ont apporté un soutien financier important à Samara. Leur soutien est crucial pour nous permettre de continuer à mener des recherches pertinentes et des programmes qui soutiennent la démocratie canadienne.

Merci à tous pour votre soutien.

Annexe

ANALYSE DU TON

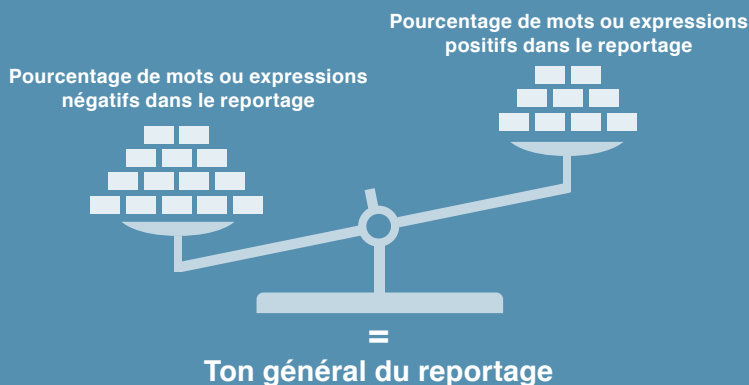
Nous avons analysé le ton de 7 594 reportages, dont 7 250 articles de journaux et 344 téléreportages produits entre septembre et novembre 2011. Avec un échantillon aussi large, nous avons utilisé un dispositif automatisé qui analyse le contenu afin de déterminer à quel point chaque reportage était négatif, neutre ou positif.

Le ton d'un reportage était calculé à l'aide d'une analyse automatisée du contenu, une méthode établie de recherche informatisée. Cette méthode compte le nombre de mots et d'expressions positifs et négatifs dans un article

en le comparant à une liste prédéterminée de termes. Cette liste, ou dictionnaire, utilisée pour l'étude de Samara compte environ 6 000 mots; elle a été assemblée par des chercheurs de l'Université McGill et elle reflète le langage servant à exprimer une opinion positive ou négative. Après que la fréquence des mots soit établie, chaque reportage se voit attribuer une note pour le ton; on calcule la différence entre le nombre de mots négatifs et le nombre de mots positifs puis on divise par le nombre de mots de l'article. Les notes sont ensuite ajustées par l'ajout de 0,44 à la

TON DES REPORTAGES

Comment nous avons mesuré le ton positif ou négatif des reportages



note totale pour tenir compte d'une légère distorsion systématique de ce paramètre allant vers le négatif. Les notes positives reflètent un ton positif alors que les notes négatives reflètent un ton négatif¹. Les notes entre -0,5 et + 0,5 sont jugées neutres. L'hypothèse de départ de ce type d'analyse est que le nombre de mots utilisés dans un article ou prononcés dans un téléreportage est utilisé intentionnellement pour transmettre un certain message.

Les images qui accompagnent les articles de journaux ou les téléreportages n'entraient pas dans la portée de ce type d'analyse de contenu. Si les images avaient été incluses, il n'y aurait aucune raison de croire qu'elles auraient changé l'orientation générale du ton de l'article. En réalité, les images auraient sans doute amplifié l'orientation choisie et rendu les nouvelles plus positives ou plus négatives.

QUANTITÉ D'INFORMATION

Pour mesurer la quantité d'information des reportages, nous avons choisi par hasard un échantillon représentatif de 587 articles de jour-

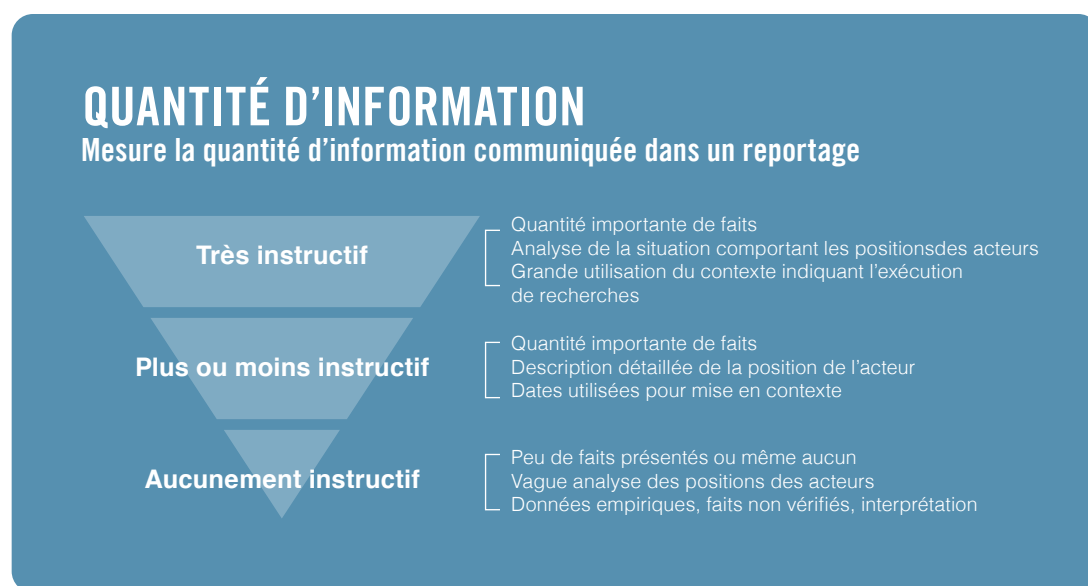
naux et 139 téléreportages sur les projets de loi du gouvernement ainsi que 399 articles de journaux et 127 téléreportages sur le mouvement des Indignés dans le très grand bassin d'articles collectés. Pour chaque reportage, des personnes de l'Université McGill, formées pour le codage, ont évalué la quantité d'information communiquée aux lecteurs sur les sujets de fond en utilisant les critères ci-dessous.

Il est important de noter que la véracité de l'information contenue dans les articles ou les transcriptions ne fait pas partie des critères d'évaluation.

ANGLE DES REPORTAGES

Les reportages axés sur le jeu politique partisan, qu'on reproche aux médias, ne portent évidemment que sur le gouvernement. C'est pourquoi nous avons seulement analysé la couverture médiatique des projets de loi du gouvernement et avons exclu celle du mouvement des Indignés.

À l'aide du même échantillon représentatif des reportages sur les projets de loi du gouvernement mentionné plus tôt, les personnes qui ont classé



¹ Lori Young and Stuart Soroka (2012) "Affective News: The Automated Coding of Sentiment in Political Texts," *Political Communications* 29: 205-231.

SUJET DES REPORTAGES

Les reportages sur l'actualité politique se divisent en trois catégories

1

Jeu politique

Principal sujet du reportage

- Stratégie partisane ou succès
- Gagnant ou perdant
- Prévisions électorales

2

Démarche

Principal sujet du reportage

- Processus législatif
- Procédure parlementaire
- Rouages du gouvernement

3

Sujet de fond

Principal sujet du reportage

- Teneur des politiques
- Contexte des questions
- Analyse des conséquences

les reportages ont déterminé le sujet principal de chaque reportage comme suit :

Les reportages sur les jeux politiques décrivaient surtout le programme législatif au regard de la partisanerie et de la concurrence politiques. Ils avaient tendance à dresser des portraits de personnalités politiques ou à présenter des perspectives électorales. Pourtant, il existe d'autres manières de rapporter les événements en provenance d'Ottawa sans l'angle des jeux politiques. Nous avons déterminé deux autres catégories. Les reportages sur la démarche portaient essentiellement sur les règles et les rouages du Parlement ainsi que le système politique du Canada. Les reportages de fond comprenaient des discussions sur les répercussions politiques : Qui en profite et comment? Qui paiera? Quelles sont les solutions de rechange? Il est possible que les reportages contiennent des éléments appartenant à plus d'un sujet. Cependant, les personnes qui ont classé les reportages avaient reçu comme instruction de déterminer le sujet principal. Nous rendrons nos données disponibles en temps voulu

pour ceux qui souhaiteraient les analyser davantage.

COLLECTE DES DONNÉES

Les articles de journaux et les transcriptions des émissions de télévision ont été obtenus auprès des services d'archives des médias. Les bases de données utilisées étaient NewsScan, Factiva, CPI.Q et ProQuest. On a recueilli des reportages tant dans la presse en français qu'en anglais. Les reportages en double, soit le même article de journal publié dans différents journaux, ont été retenus pour l'échantillon de la presse écrite afin de mieux traduire la distribution réelle des médias à l'échelle de la population canadienne. Les articles et les transcriptions de moins de 70 mots ont été exclus.

La couverture a été restreinte à une liste prédéfinie de publications et filtrée à l'aide de recherches de mots-clés appropriés afin de retenir le contenu pertinent seulement. L'encadré qui suit contient la liste des médias dont les données ont été utilisées.

PRESSE ÉCRITE

ANGLAIS

NATIONAL

The Globe and Mail
National Post

ATLANTIQUE

The Chronicle Herald
The Telegram (St. John's)
The Daily Gleaner (Fredericton)
Cape Breton Post
Telegraph Journal (New Brunswick)
The Guardian (Charlottetown)
Times & Transcript (Moncton)

QUÉBEC

The Gazette (Montreal)

COLOMBIE-BRITANNIQUE

Times-Colonist (Victoria)
The Vancouver Sun
The Province

ONTARIO

Toronto Star
Toronto Sun
Ottawa Citizen
Ottawa Sun
The St. Catharines Standard
The Kingston Whig-Standard
The Windsor Star
Waterloo Region Record
The Hamilton Spectator
The Chronicle-Journal (Thunder Bay)
The London Free Press

QUEST

The StarPhoenix (Saskatoon)
Edmonton Journal
Winnipeg Free Press
Winnipeg Sun
Calgary Sun
Edmonton Sun
Leader-Post (Regina)
Calgary Herald

FRANÇAIS

QUÉBEC

La Presse (Montréal)
Le Devoir
Le Nouvelliste (Trois-Rivières)
Le Quotidien (Saguenay/Lac-St.-Jean)
Le Soleil (Québec)
Le Droit (Gatineau/Ottawa)
Le Journal de Montréal
Le Journal de Québec
La Tribune (Sherbrooke)

NOUVEAU-BRUNSWICK

L'Acadie Nouvelle

TELEVISION

ANGLAIS

CTV National News
CTV Question Period
CTV Power Play

CTV Canada AM
CBC News: The National

FRANÇAIS

Le Téléjournal

* Note : Certains médias télévisuels ont été exclus de notre analyse parce que les transcriptions de ces sources n'étaient pas disponibles auprès des services d'archives utilisés.